



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le crédit, les agriculteurs et la crise

Jean-Pierre Bompard, J. Girard, Monsieur Gilles Postel-Vinay

Abstract

The gross income of farmers has been stagnant since 1974 although the volume of their debts has been growing. An analysis of the debt burden has been conducted with respect to its impact on income and areas with debt income ratio clearly above normal have been delineated. According to RICA such areas include farms of small economic size and also, if at a lower rate, the most indebted farms of medium economic size.

Moreover, before 1974 increases in debt volume were used to finance development ; after that date deficit financing seems to have emerged.

Résumé

Le revenu brut agricole stagne depuis 1974 alors que l'endettement des exploitations continue à augmenter. L'examen des conséquences de ce recours croissant à l'endettement sur les revenus conduit à localiser où la situation des exploitations se dégrade depuis la crise et, en particulier, où il faut parler de surendettement : selon le RICA les exploitations endettées de petite dimension économique se trouvent dans ce cas. Il en va de même, mais à un moindre degré, pour la fraction la plus endettée des exploitations de dimension économique moyenne.

D'autre part, alors qu'avant la crise le recours à l'endettement était lié au développement économique de groupes d'exploitations, depuis 1974 il semblerait qu'apparaisse un endettement de crise.

Citer ce document / Cite this document :

Bompard Jean-Pierre, Girard J., Postel-Vinay Gilles. Le crédit, les agriculteurs et la crise. In: Économie rurale. N°139, 1980. pp. 23-30;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2731>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_139_1_2731

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LE CRÉDIT, LES AGRICULTEURS ET LA CRISE

Jean-Pierre BOMPARD, INRA-Economie, Paris

Jean-Paul GIRARD, INSEE

Gilles POSTEL-VINAY, INRA-Economie, Paris

Le revenu brut agricole stagne depuis 1974 alors que l'endettement des exploitations continue à augmenter. L'examen des conséquences de ce recours croissant à l'endettement sur les revenus conduit à localiser où la situation des exploitations se dégrade depuis la crise et, en particulier, où il faut parler de surendettement : selon le RICA les exploitations endettées de petite dimension économique se trouvent dans ce cas. Il en va de même, mais à un moindre degré, pour la fraction la plus endettée des exploitations de dimension économique moyenne.

D'autre part, alors qu'avant la crise le recours à l'endettement était lié au développement économique de groupes d'exploitations, depuis 1974 il semblerait qu'apparaisse un endettement de crise.

CREDIT : FARMERS AND CRISIS

The gross income of farmers has been stagnant since 1974 although the volume of their debts has been growing. An analysis of the debt burden has been conducted with respect to its impact on income and areas with debt/ income ratio clearly above normal have been delineated. According to RICA such areas include farms of small economic size and also, if at a lower rate, the most indebted farms of medium economic size.

Moreover, before 1974 increases in debt volume were used to finance development ; after that date deficit financing seems to have emerged.

A partir de 1974 le revenu brut agricole par exploitation diminue ou stagne en francs constants (1). Dans le même temps, l'endettement continue à augmenter. Sur la période antérieure, l'endettement était lié au développement économique de groupes d'exploitations. Sans endettement les exploitations agricoles ne connaissaient aucun développement et un fort endettement correspondait à un développement important. Ce dernier point était vérifié pour les départements à vocation animale. Les départements de grandes cultures voyaient leur endettement consacré essentiellement au transfert de patrimoine (2). Avec la crise que connaît l'agriculture depuis 1974, on peut se demander s'il en est toujours ainsi, et si notamment à côté d'un endettement de développement ne s'est pas mis en place un endettement de crise qui correspondrait à une couverture par le crédit d'une crise profonde de certains systèmes de production.

Dès 1974, la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) lors de son Assemblée générale soulignait

l'endettement important de l'agriculture française : au total il dépassait le montant de la valeur ajoutée de la branche. A ce titre la situation de l'agriculture s'apparentait à celle de la sidérurgie...

En avril 1978, la CNCA affinait son analyse. Utilisant les résultats du RICA 1975, elle concluait que les exploitations agricoles endettées de plus de 200 000 Frs étaient toutes en difficulté de remboursement à l'exception des grandes exploitations d'agriculture générale. La crise était là, un certain procès de l'intensification était ouvert et d'abord dans les productions animales.

En utilisant aussi les données du RICA nous voudrions resituer ces phénomènes dans l'évolution des 10 dernières années. L'analyse portera sur les années 1968-1978, années où les résultats du RICA sont disponibles. Pour faire apparaître la situation de crise depuis 1974 nous distinguerons deux périodes : 1968-1973 et 1973-1978 (3).

LES DONNEES DU RICA SUR LE REVENU ET L'ENDETTEMENT

Le RICA permet actuellement d'analyser des séries longues de 10 ans concernant l'endettement et le revenu des agriculteurs. Trois grandes catégories de séries ont été utilisées ici.

1. Les encours

Le bilan de fin d'année des exploitations du RICA donne une évaluation de l'endettement et répartit les encours suivant la longueur et l'objet des prêts.

Suivant la longueur, on distingue :

- long terme pour les prêts de plus de 10 ans
- moyen terme de 1 à 10 ans
- court terme en dessous d'un an.

Suivant l'objet, une distinction est faite entre foncier et exploitation pour les prêts à long et moyen terme à partir de 1972. C'est à partir de cette date également que le court terme peut être réparti entre « tiers créateur » et comptes financiers du passif.

2. Les annuités de remboursement des emprunts LMT

Par annuité de remboursement, on entend le remboursement en capital plus les frais financiers.

Les comptabilités RICA donnent directement les frais financiers mais il s'agit de l'ensemble concernant aussi bien le court terme que le long et moyen terme. Dans tous les résultats présentés, c'est cet ensemble de frais qui a été additionné au remboursement en capital.

La mesure de cette dernière grandeur n'est pas directement disponible dans les comptabilités et on a procédé à une estimation selon la procédure suivante.

a. Parmi les exploitations endettées du RICA, on a isolé celles dont l'encours de fin d'année est inférieur à l'encours de début d'année et fait l'hypothèse que la différence représente le remboursement en capital de ces exploitations.

b. On peut alors calculer pour chaque tranche d'encours un coefficient de rapport entre remboursement et encours.

c. On a ensuite appliqué ces coefficients pour estimer le remboursement de l'ensemble des exploitations endettées (le calcul étant effectué en tenant compte de la répartition selon les tranches d'encours).

Cette méthode permet sans doute une assez bonne approximation. Un biais pourrait s'introduire dans le cas d'une exploitation à laquelle serait accordé un prêt à long ou moyen terme d'un montant inférieur au remboursement qu'elle doit effectuer cette année-là pour l'ensemble de ses prêts LMT. Cette éventualité ne concerne sans doute qu'un très petit nombre d'exploitations.

3. Les revenus

La progression des encours a été comparée au RBE (Résultat Brut d'Exploitation) hors stock. Quant aux annuités de remboursement, elles ont été rapportées à ce même RBE augmenté des frais financiers puisqu'il s'agit là du revenu avant toute charge de remboursement.

Dans ces deux cas, il s'agit d'un revenu hors stock puisque l'objectif est en particulier de mettre en évidence le poids des annuités par rapport à un disponible monétaire.

La série 68-78 des RBE hors stock du RICA n'est pas tout-à-fait homogène. C'est seulement à partir de 1973 en effet que les cotisations sociales payées par les agriculteurs pour eux-mêmes sont comptabilisées dans les frais d'exploitation. Pour la comparaison des trois années 68-73-78, il faut donc garder à l'esprit que les résultats de 1968 sont légèrement surestimés (en moyenne, les cotisations sociales représentaient de l'ordre de 3 à 4 % du revenu ; ce taux a fortement augmenté en 73 et 78).

ENDETTEMENT ET REVENU : LE PROBLEME DU SURENDETTEMENT

Sur la première période (1968-1973) l'endettement à long et moyen terme (LMT) et les revenus progressent au même rythme. Par contre les revenus (en francs courants) augmentent moins rapidement de 1973 à 1978 alors que l'endettement continue à progresser à un rythme à peine inférieur à celui de la période précédente (cf. graphique 1 et tableau 1).

Tableau 1. – **Endettement et revenu des exploitations endettées du RICA** (moyenne des exploitations) (en francs)

	1968	1973	73/68	1978	78/73
Encours LMT	37.896	75.669	x 2,0	118.231	x 1,6
RBE hors-stocks	25.770	53.030	x 2,1	71.781	x 1,4

Source : RICA, SCEES, INSEE.

Cet endettement croissant ne se traduit pas globalement par une augmentation sensible du poids des annuités (remboursement du capital + intérêts) par rapport au revenu : il reste de l'ordre de 30 %.

Mais la situation apparaît différente dès que l'on examine des sous-groupes d'exploitation, définis par leur orientation de production, leur encours ou leur taille économique.

1. Situation suivant l'orientation de production

Si l'on s'en tient aux orientations de productions animales, le poids des annuités par rapport au revenu s'alourdit nettement au cours de la seconde période. La situation la plus favorable est celle des exploitations de

LES CRITERES DE CLASSEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Plus que la situation moyenne de l'ensemble des exploitations du RICA, c'est celle de groupes particuliers qui est ici mise en lumière. Pour définir ces groupes, quatre critères ont été mis en œuvre.

1. La taille économique

La taille économique de chaque exploitation est ici mesurée par la valeur de la production telle qu'elle apparaît dans sa comptabilité.

L'unité de mesure choisie (notée ehb : équivalent hectare de blé) est la production en valeur d'un hectare de blé. Pour chacune des années, on a donc simplement divisé la production (en Francs) de chaque exploitation par la production moyenne (en Francs), cette année-là, d'un hectare de blé.

Ainsi se trouve résolu le problème de la définition de seuils comparables dans le temps (ici les niveaux de production correspondent à 20, 50 et 100 hectares de blé). Il faut cependant prendre garde à la signification d'une comparaison d'années successives pour les groupes qui sont alors distingués. Précisons d'abord qu'il s'agit de coupes au sein d'un échantillon qui se renouvelle au cours du temps, on ne compare donc pas les mêmes exploitations. En se renouvelant, cet échantillon peut voir sa structure se transformer. Signalons en particulier que la situation des exploitations de plus de 100 ehb n'est pas du tout comparable entre 1968 et 1978. Progressivement en effet, ce groupe se « vide » de ses plus grosses exploitations au fur et à mesure que celles-ci adoptent le régime fiscal du « réel ». Par contre, nous avons pu vérifier que les divergences d'évolution de revenu des autres groupes ne s'expliquent pas par des évolutions divergentes de leur taille économique moyenne.

2. Le niveau d'endettement

Les exploitations ont été classées suivant le montant de leur endettement à long et moyen terme. Le critère est donc l'encours total LMT à l'exclusion des « court terme ». Quatre classes ont été définies : une classe d'endettement nul, trois classes d'exploitations endettées. Pour ces dernières, les seuils ont été décalés d'une année sur l'autre en fonction de la hausse générale des prix.

Tranche d'encours	1968	1973	1978
1	0 à 45.000 F	0 à 60.000 F	0 à 100.000 F
2	45 à 90.000 F	50 à 120.000 F	100 à 200.000 F
3	90.000 F et +	120.000 F et +	200.000 F et +

3. L'orientation de production

Cinq grandes catégories ont été définies par regroupement des OTE (Orientations technico-économiques) du RICA.

Orientations	OTE RICA
Bovins-lait	3361, 3363
Bovins-viande	3362
Bovins et cultures	130, 310, 320
Herbivores-granivores	340, 430
Autres exploitations avec granivores	448, 449, 440 140, 410, 240, 420

L'accent est mis principalement sur les orientations animales. Les raisons en sont surtout d'ordre technique : les exploitations horticoles ou de cultures fruitières sont peu nombreuses, la viticulture ne peut être distinguée entre AOC et VCC qu'à partir de 1976 ; enfin, la situation de l'OTE « Agriculture générale » est par trop affectée par la « sortie » progressive du réseau des plus grosses exploitations adoptant le régime fiscal du « réel ».

4. Exploitations à comptabilité aidée

Ce groupe apparaît dans le Réseau à partir de 1977 et comprend une proportion importante de « Plans de développement » et « Dotations Jeunes Agriculteurs ». Pour ne pas biaiser la comparaison avec les années antérieures, les moyennes concernant l'année 1978 ont été calculées sur l'échantillon RICA à l'exclusion de ce groupe d'exploitations à comptabilité aidée. Ce dernier fait l'objet d'une étude particulière.

La spécificité qui apparaît serait beaucoup plus forte si, dans ce groupe, on avait isolé les seuls plans de développement (soit 1/4 environ de l'ensemble des comptabilités aidées).

l'orientation « bovins et culture ». A l'inverse les exploitations de l'orientation « Bovins-viande », « herbivores et granivores » et « autres granivores » connaissent la détérioration la plus forte. En 1978 pour ces orientations de production la charge de l'endettement par rapport au revenu atteint et peut même dépasser 40 % en moyenne (cf. tableau 1 en annexe).

2. Forts endettements – surendettements ?

Si la situation des exploitations endettées s'est détériorée depuis les années de crise, on peut penser que

plus les exploitations sont endettées plus elles sont fragilisées par la crise. On constate d'ailleurs que plus les niveaux d'endettement à long et moyen terme sont élevés plus est importante la part du revenu prélevée par le remboursement des annuités. Ainsi en 1978 le remboursement des annuités représente la moitié du revenu pour les exploitations les plus endettées (encours LMT > 200 000 Frs), un tiers pour les moyennement endettées (encours LMT compris entre 100 et 200 000 Frs), un cinquième pour les faiblement endettées (encours LMT < 100 000 Frs). Ceci étant, on ne peut conclure que la crise porte au principal sur les exploitations les plus endettées car on retrouve une situation rigoureusement équivalente

à celle que l'on vient de décrire pour 1978 aussi bien en 1968 qu'en 1973. Le poids des remboursements par rapport aux revenus disponibles des exploitations classées par niveau d'encours ne s'est pas modifié depuis 10 ans (cf. tableau 2 en annexe).

3. Faible dimension économique et surendettement

La situation est toute autre quand on analyse les exploitations endettées selon leur dimension économique. On constate en effet que les exploitations de petite dimension sont celles pour qui la charge de remboursement est de loin la plus lourde en 1978 : cette charge représente 49 % du revenu pour les exploitations dont la dimension économique est inférieure à 20 ehb (4), 40 % pour les exploitations de 20 à 50 ehb, 30 % au-delà. De plus ce sont les exploitations de petite dimension économique dont la situation se dégrade au cours de la période de crise, la part de remboursement dans le revenu des exploitations de plus grande dimension économique restant au contraire stable. Dans la crise, le surendettement est donc le fait des exploitations de petite dimension économique (cf. annexe, tableau 3 et graphique 2).

Ce constat général appelle cependant deux précisions :

– dimension économique et niveau d'endettement

La situation que l'on vient de décrire doit en effet être précisée en tenant compte des niveaux d'encours. Pour les exploitations de plus petite dimension économique ce point n'a pas d'importance, la dispersion des encours étant dans ce cas tout à fait limitée (par exemple en 1978 la quasi-totalité se situe dans la tranche d'encours inférieurs à 100 000 Frs). A l'opposé, pour les exploitations de plus grande dimension économique (plus de 50 ehb) la charge des annuités est naturellement plus importante pour les exploitations situées dans les tranches d'endettement élevé, mais par rapport au revenu elle représente une proportion stable sur toute la période. Il n'en va pas de même pour les exploitations dont la dimension économique est comprise entre 20 et 50 ehb. Si l'on ne considère parmi celles-ci que les plus endettées, on ne constate plus seulement la dégradation de la situation que faisait apparaître le résultat moyen, mais le poids de l'annuité dans le revenu atteint en 1978 un niveau très élevé (67 % du revenu contre 40 % en moyenne pour cette dimension économique) (cf. annexe, tableau 3 bis et graphique 3). Quantitativement il ne s'agit certes que d'un groupe d'exploitations relativement limité : 7 à 8 % des exploitations endettées de cette classe de dimension économique dans le RICA. Mais pour cette frange aussi on doit parler de surendettement.

– exploitations en comptabilité aidée

Ces exploitations qui font l'objet de mesures spécifiques de l'Etat, doivent être examinées plus particulièrement. Or les résultats les concernant sont de nature assez nettement distincte des résultats d'ensemble établis précédemment. Elles se caractérisent en 1978 par des endettements plus élevés et par des revenus plus faibles (en particulier, à dimension économique équivalente, le poids des consommations intermédiaires et des frais financiers est supérieur). Elles se trouvent donc dans des conditions d'endettement nettement plus difficiles (cf. tableau 2 et annexe, tableau 4).

Tableau 2. – Résultats des exploitations en comptabilité aidée

	– de 20 ehb %	20 à 50 ehb %	50 à 100 ehb %	+ de 100 ehb %
Exploitations à comptabilité aidée	83	57	48	40
Ensemble des expl. endettées (non compris les précédentes)	49	40	29	30

Source : RICA

Dans ce qui précède on a caractérisé les exploitations surendettées en termes de proportion des annuités par rapport au revenu. Il convient aussi de prendre en considération la valeur absolue du disponible monétaire restant après remboursement des emprunts. A titre d'indication on comparera ce disponible au niveau du SMIC. Le choix de cette référence vise à situer le surendettement par rapport à un revenu minimum, sans même tenir compte d'une marge, si faible soit-elle, d'auto-financement.

Avant la crise, que les exploitations (endettées) soient réparties par tranche d'encours ou par classe de dimension économique, on ne trouve aucun groupe dont le revenu moyen après remboursement soit inférieur au SMIC (cf. graphiques 2 et 3). Ainsi dans les tableaux précédents, même quand le poids des annuités par rapport au revenu était particulièrement élevé, le niveau absolu du revenu disponible restait toujours supérieur au SMIC. Au titre de la définition proposée plus haut, aucun des groupes distingués n'apparaît alors en moyenne comme surendetté. En 1978, à l'inverse, il y a surendettement du groupe des exploitations de petite dimension (– de 20 ehb). Bien que de manière moins brutale, il en va de même en moyenne pour le groupe des exploitations fortement endettées dont la dimension économique est comprise entre 20 et 50 ehb.

Dans le cas des exploitations bénéficiant d'une comptabilité aidée, le surendettement est encore plus net (en taux et en niveau de disponible) pour les exploitations de petite dimension économique (moins de 20 ehb) mais aussi pour l'ensemble des exploitations dont la taille économique est comprise entre 20 et 50 ehb.

Pour les autres exploitations, même quand le poids du remboursement est élevé par rapport au revenu, les niveaux absolus du disponible monétaire se maintiennent nettement au-dessus du SMIC.

ENDETTEMENT ET CRISE, OU ENDETTEMENT DE CRISE ?

Dans les tableaux que nous avons examinés jusqu'ici tout se passe comme si la crise du revenu n'avait que peu d'incidence sur l'évolution de l'endettement dont le rythme d'accroissement n'est guère modifié par rapport à la période précédente. Faut-il pour autant en conclure à une simple continuité ? Dans les années antérieures à la crise, l'endettement était lié au développement économique de groupes d'exploitations. On peut se demander si dans les dernières années, la nature de l'endettement ne se modifie pas. Ne s'agit-il pas maintenant, au moins pour partie, d'un endettement de crise ? Sans disposer d'élé-

ments permettant une réponse complète à cette question, certaines données permettent d'étayer cette hypothèse.

– Les prêts calamités

On sait en particulier que l'accroissement de l'endettement à moyen terme des exploitations agricoles a partiellement correspondu depuis 1974 à un endettement en prêts calamités lié à une crise de trésorerie. On observe ainsi le rôle des prêts calamités dans le maintien du revenu :

Tableau 3. – Prêts calamités et revenu

	1974	1975	1976	1977
RBA/exploitation (en valeurs réelle)	100	99,2	98,6	100,3
RBA + variation de l'encours en prêts calamités/exploitation (en valeur réelle)	100	101,9	100,9	111,3

Source : SCEES, INSEE, CNCA.

Les exploitations du RICA reflètent bien ce phénomène en faisant apparaître un rapide accroissement des prêts « moyen terme exploitation » en 1977 (cf. graphique 4). A cela correspond d'ailleurs un tassement des comptes financiers du passif pour cette année. Il semble que des problèmes de trésorerie sont en quelque sorte consolidés par des prêts à moyen terme (sur sept ans).

Pour les exploitations de l'orientation « bovins-lait » la situation paraît plus grave puisqu'on constate à la fois un accroissement rapide des « moyen terme exploitation » – dû en partie aux prêts calamités – et des prêts à court terme qu'ils soient contractés auprès des banques ou auprès des fournisseurs.

– L'endettement à court terme

Depuis 1974 le développement des prêts à court terme a été moins rapide que celui des prêts à long et moyen terme (ce qui, on l'a vu, peut être lié, entre autres, à cette consolidation de l'endettement par les prêts calamités) (5). De ce fait, la masse des prêts à court terme représente pour les exploitations du RICA prises dans leur ensemble un même pourcentage du revenu en 1973 et 1978.

Tableau 4. – Endettement à court terme et revenu (en francs)

	1968	1973	1978
Encours à court terme	10.139	27.620	36.503
RBE hors-stocks - remboursement	19.888	41.964	55.488
C.T.	51 %	66 %	66 %
RBE hors stocks - remboursement			

Source : RICA

Cette stabilité du poids des court terme recouvre cependant des réalités très différentes. Avec la crise certaines orientations connaissent des situations beaucoup plus tendues. C'est en particulier le cas des exploitations de l'orientation « herbivores et granivores » et surtout « autres granivores » :

Tableau 5. – Orientations « herbivores et granivores » et « autres granivores » : endettement à court terme et revenu (en francs)

	1968	1973	1978
« Herbivores et granivores »			
Encours à court terme	9.702	27.536	44.001
RBE hors-stocks - remboursement	14.175	30.668	42.222
C.T.	68 %	90 %	104 %
RBE hors-stocks - remboursement			
« Autres granivores »			
Encours à court terme	23.666	84.737	87.543
RBE hors-stocks - remboursement	19.832	56.357	46.550
C.T.	119 %	150 %	188 %
RBE hors-stocks - remboursement			

Source : RICA

Ainsi pour ces dernières exploitations le poids du court terme par rapport au revenu disponible s'alourdit de 1973 à 1978.

D'autre part, les exploitations qui sont apparues précédemment surendettées font un appel croissant au court terme. En effet le poids moyen des courts termes par rapport au revenu disponible par classe de dimension économique évolue comme suit :

Tableau 6. – Poids du court terme dans le revenu disponible
Résultats par dimension économique

	C.T. (RBE hors-stocks - remboursements)			
	- de 20 ehb	20 à 50 ehb	50 à 100 ehb	+ de 100 ehb
1968	27 %	43 %	51 %	66 %
1973	30 %	45 %	60 %	90 %
1978	87 %	55 %	67 %	79 %

Source : RICA

Avant la crise, le recours massif aux court terme était principalement le fait des exploitations de grande dimension économique. Depuis 1974 les exploitations de petite dimension économique qui ont à faire face à une situation de surendettement – situation saisie plus haut par le poids des remboursements des prêts à long et moyen terme – sont simultanément celles qui augmentent le plus leurs prêts à court terme (6). En 1978 ces prêts représentent pour elles 87 % de leur revenu disponible contre 30 % en 1973.

Il en va de même pour les exploitations les plus endettées de la classe de dimension économique comprise entre 20 et 50 ehb. Dans ces différentes situations décrites plus haut comme surendettées, le court terme masque et ne fait peut-être que retarder une crise très profonde de ces exploitations dont le maintien devient extrêmement sensible à la politique monétaire en général aux politiques des caisses en particulier.

En saisissant la crise par la stagnation des revenus agricoles, on a été amené à examiner les effets recours toujours croissant à l'endettement sur les revenus. On a pu ainsi localiser où la situation des exploitations se dégradait et en particulier où il fallait parler

surendettement depuis la crise : selon le RICA les exploitations endettées qui sont de petites dimensions économiques se trouvent dans ce cas, ainsi d'ailleurs que certains groupes d'exploitations qui font l'objet de mesures particulières de la politique agricole.

Alors que depuis 1974 l'endettement a généralement provoqué une charge croissante pour le revenu et même

des situations de surendettement, le recours à l'endettement permet simultanément d'atténuer ou de masquer cette dégradation (rôle des court terme bancaires et des crédits fournisseurs, des prêts calamités, rôle sans doute aussi de prêt de conservation de cheptel, etc.). Il y a là un changement de nature de l'endettement même si on ne peut en mesurer les effets sur les exploitations du RICA.

NOTES

(1) Les comptes de l'agriculture française pour 1978, SCEES-INSEE.

(2) D. AUBERT, J.-P. BOMPARD, Y. LEON, G. POSTEL-VINAY. Enquête sur la distribution du crédit aux agriculteurs dans les départements des Côtes du Nord, l'Oise, la Sarthe. INRA, 1978.

(3) L'ensemble des résultats fournis ici sont issus du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) qui est une opération cogérée par le SCEES et l'INSEE.

(4) La dimension économique est calculée ici en équivalent hectare de blé (ehb).

(5) Dans le cas des exploitations du RICA cette tendance à un moindre accroissement de l'encours à court terme est d'ailleurs plus accentuée qu'en réalité.

(6) De 1973 à 1978 les prêts à court terme augmentent comme suit :

Pour 1973 = 100, en 1978 :

moins de 20 ehb = 230
de 20 à 50 ehb = 143
de 50 à 100 ehb = 153
plus de 100 ehb = 109

ANNEXES*

Tableau 1. – Exploitations endettées selon l'orientation de production

	1968	1973	73/68	1978	78/73		1968	1973	73/68	1978	78/73
Bovins-lait						Herbivores et granivores					
Encours LMT	29.203	60.992	x 2,1	109.765	x 1,8	Encours LMT	27.654	65.416	x 2,4	129.707	x 2,0
RBE hors-stocks	18.500	35.640	x 1,9	61.226	x 1,7	RBE hors-stocks	18.697	39.095	x 2,1	59.754	x 1,5
Annuités						Annuités					
RBE + frais fin.	28 %	30 %		32 %		RBE + frais fin.	29 %	28 %		38 %	
Bovins-viande						Autres granivores					
Encours LMT	24.476	61.023	x 2,5	111.736	x 1,8	Encours LMT	45.681	132.066	x 2,9	159.358	x 1,2
RBE hors-stocks	16.688	30.596	x 1,8	43.385	x 1,4	RBE hors-stocks	26.736	79.850	x 3,0	71.026	x 0,9
Annuités						Annuités					
RBE + frais fin.	28 %	30 %		40 %		RBE + frais fin.	31 %	36 %		45 %	
Bovins et cultures											
Encours LMT	32.412	64.876	x 2,0	118.196	x 1,8						
RBE hors-stocks	23.567	50.105	x 2,2	71.911	x 1,4						
Annuités											
RBE + frais fin.	25 %	25 %		33 %							

Tableau 2. – Résultats par tranches d'encours – Exploitations endettées – Toutes OTE (en francs)

	1968			1973			1978		
	Tranches d'encours (*)			Tranches d'encours			Tranches d'encours		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Encours LMT	15.131	62.658	194.074	23.851	84.643	241.387	44.391	144.025	330.151
RBE hors-stocks	21.296	34.622	50.688	45.162	59.667	72.312	63.717	82.326	85.159
Frais financiers	755	2.667	7.028	1.626	4.888	11.320	3.410	9.783	19.671
Remboursement du capital	3.782	9.650	19.407	5.963	12.696	26.553	9.766	20.164	33.015
RBE - Remboursement	17.514	24.972	31.281	39.199	46.971	45.759	53.951	62.162	52.144
Annuités	4.537	12.317	26.435	7.589	17.584	37.873	13.176	29.947	52.686
RBE + frais financiers	22.051 = 21 %	37.289 = 33 %	57.716 = 46 %	46.788 = 16 %	64.555 = 27 %	83.632 = 45 %	67.127 = 20 %	92.109 = 33 %	104.830 = 50 %

* Tranches d'encours LMT, voir 2^e encadré.

* Source : RICA, SCEES, INSEE (voir ci-dessus note 3).

Tableau 3. – Résultats par tranches de dimension économique – Exploitations endettées – Toutes OTE (en francs)

	1 9 6 8				1 9 7 3				1 9 7 8			
	– de 20 ehb	20 à 50 ehb	50 à 100 ehb	+ de 100 ehb	– de 20 ehb	20 à 50 ehb	50 à 100 ehb	+ de 100 ehb	– de 20 ehb	20 à 50 ehb	50 à 100 ehb	+ de 100 ehb
Encours LMT	12.943	26.697	57.311	136.544	19.336	45.697	86.107	167.862	43.412	76.290	143.070	215.213
RBE hors-stocks	8.695	18.980	37.594	91.795	15.074	32.311	60.622	115.491	15.083	45.784	85.516	142.125
Frais financiers	498	1.027	2.265	6.689	896	2.251	4.529	9.727	2.569	4.595	9.467	15.401
Remboursement du capital	2.495	4.211	8.190	20.145	3.682	6.354	11.874	25.586	6.085	15.488	18.428	31.560
RBE - Remboursement	6.200	14.769	29.404	71.650	11.392	25.957	48.748	89.905	8.998	30.296	67.088	110.565
Annuités												
RBE + frais financiers	33 %	26 %	26 %	27 %	29 %	25 %	25 %	28 %	49 %	40 %	29 %	30 %
SMIG puis SMIC (net annuel) – ehb = équivalent hectare de blé		5.949				10.455				20.559		

Tableau 3 bis. – Résultats par tranches d'encours – Exploitations endettées – Toutes OTE (en francs)

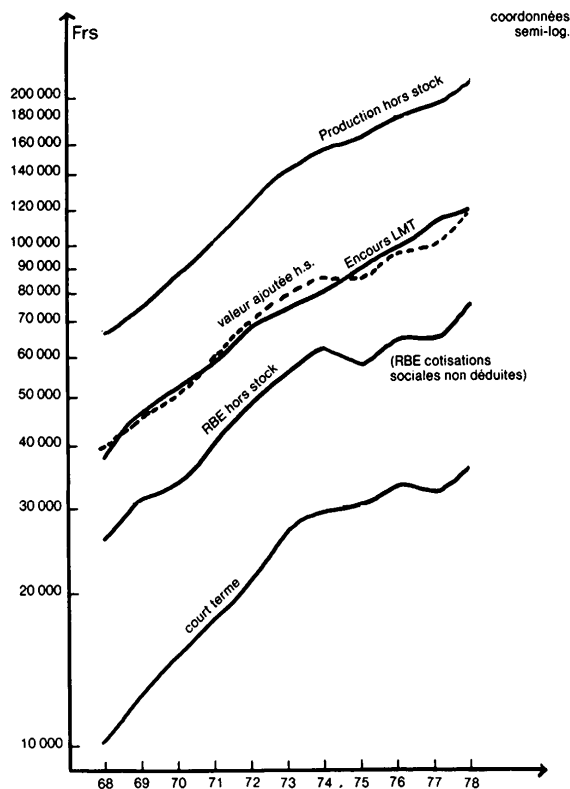
	1 9 6 8 Tranches d'encours			1 9 7 3 Tranches d'encours			1 9 7 8 Tranches d'encours		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Exploitations dont la dimension économique est comprise entre 20 et 50 ehb									
Encours LMT	16.064	59.919	(*)	22.446	83.517	191.761	40.969	140.953	304.966
RBE hors-stocks	19.611	16.518		33.253	30.918	26.083	47.397	44.597	44.015
Frais financiers	735	2.185		1.371	3.987	7.104	2.821	8.238	14.994
Remboursement du capital	3.535	5.992		5.386	8.351	11.505	8.193	15.504	24.397
RBE - Remboursement	16.076	10.526		27.867	22.567	14.578	39.204	29.093	19.618
Annuités	4.270	8.177		6.757	12.338	18.609	11.014	23.742	39.391
RBE + frais financiers	20.346 = 21 %	18.703 = 44 %		34.624 = 20 %	34.905 = 35 %	33.187 = 56 %	50.218 = 22 %	52.835 = 45 %	59.099 = 67 %
Exploitations dont la dimension économique est comprise entre 50 et 100 ehb									
Encours LMT	21.980	63.327	166.627	29.261	84.213	221.978	52.666	144.832	320.469
RBE hors-stocks	39.677	37.197	31200	64.622	59.696	52.340	94.010	82.869	71.704
Frais financiers	1.304	2.645	4.982	2.359	4.555	9.599	4.375	10.280	18.638
Remboursement du capital	5.935	10.132	13.330	7.706	13.473	19.978	12.112	20.276	28.842
RBE - Remboursement	33.742	27.065	17.870	56.916	46.223	32.362	81.898	62.593	42.862
Annuités	7.239	12.777	18.312	10.065	18.028	29.577	16.487	30.556	47.480
RBE + frais financiers	40.981 = 18 %	39.842 = 32 %	36.182 = 51 %	66.251 = 15 %	64.251 = 28 %	61.939 = 48 %	98.385 = 17 %	93.149 = 33 %	90.342 = 53 %
Exploitations dont la dimension économique est supérieure à 100 ehb									
Encours LMT	21.895	68.926	253.898	30.977	87.706	280.123	56.576	148.124	357.211
RBE hors-stocks	84.848	102.374	91.095	128.839	113.583	109.780	155.493	134.206	142.125
Frais financiers	1.786	4.772	11.189	2.619	7.251	14.649	6.457	11.386	23.575
Remboursement du capital	9.853	14.474	30.468	9.912	20.172	36.415	14.143	25.181	46.437
RBE - Remboursement	74.995	87.900	60.627	118.927	93.411	73.365	141.350	109.025	95.688
Annuités	11.639	19.246	41.657	12.531	27.423	51.064	20.600	36.567	70.012
RBE + frais financiers	86.634 = 13 %	107.146 = 18 %	102.284 = 41 %	131.458 = 10 %	120.834 = 23 %	124.429 = 41 %	161.950 = 13 %	145.592 = 25 %	165.700 = 43 %

(*) Proportion trop faible d'exploitations

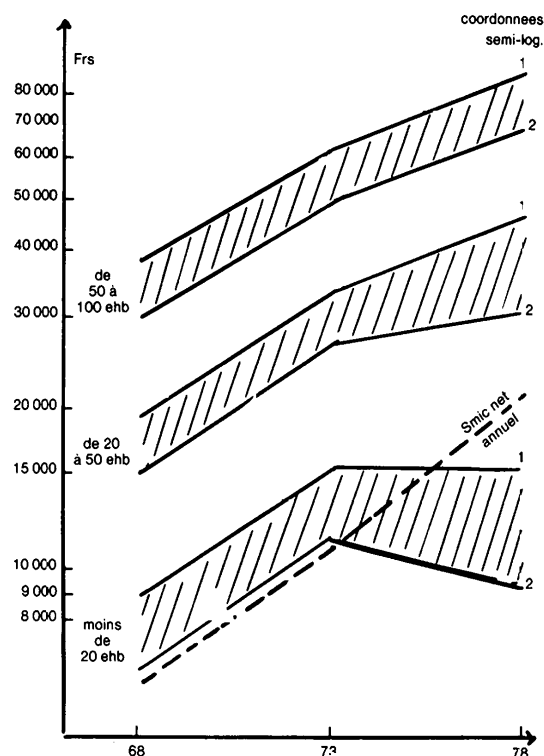
Tableau 4. – Exploitations endettées ayant une comptabilité aidée – Toutes OTE – Année 1978 (en francs)

	Résultats par tranche d'encours			Résultats par classe de dimension économiques			
	0 à 100.000 F	100 à 200.000 F	200.000 F et +	– de 20 ehb	20 à 50 ehb	50 à 100 ehb	+ de 100 ehb
Encours LMT	56.818	148.158	348.157	80.548	166.632	250.693	305.460
RBE hors-stocks	53.378	59.026	56.167	10.225	30.249	66.104	123.394
Frais financiers	4.085	8.813	20.196	4.351	8.358	14.915	22.512
Remboursement du capital	11.932	17.779	27.852	7.770	13.649	23.974	36.564
RBE - Remboursement	41.446	41.247	28.315	2.455	16.600	42.130	86.830
Annuités	16.017	26.592	48.048	12.121	22.008	38.889	59.076
RBE + frais financiers	57.463 = 28 %	67.839 = 39 %	76.363 = 63 %	14.576 = 83 %	38.608 = 57 %	81.019 = 48 %	145.906 = 40 %

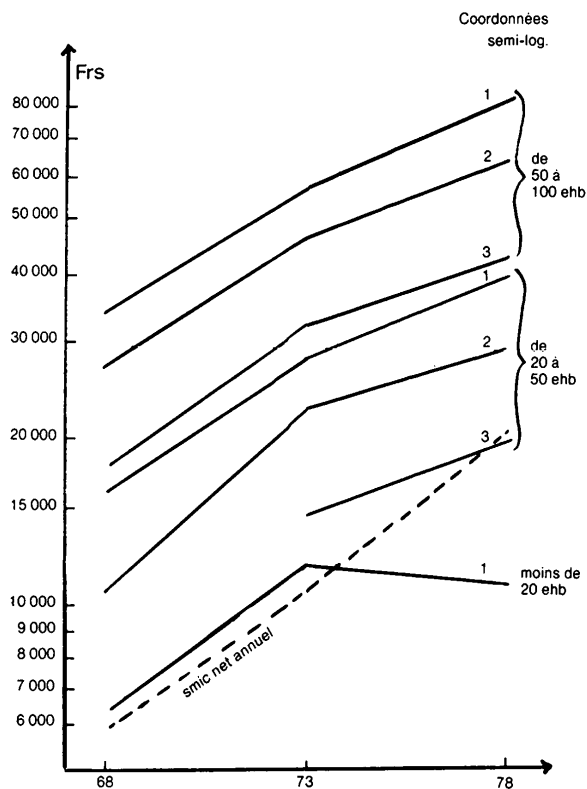
GRAPHIQUE 1. - PRODUCTION, VALEUR AJOUTÉE, RBE ET ENCOURS MOYENS DES EXPLOITATIONS ENDETÉES A LONG OU MOYEN TERME DU RICA



GRAPHIQUE 2. - ÉVOLUTION 68-73-78 DU RBE HORS STOCK DES EXPLOITATIONS ENDETÉES
1 REMBOURSEMENT EN CAPITAL NON DEDUIT
2 REMBOURSEMENT EN CAPITAL DEDUIT
SELON LA TAILLE ÉCONOMIQUE. COMPARAISON AVEC LE SMIC NET ANNUEL



GRAPHIQUE 3. - ÉVOLUTION 68-73-78 DU RBE HORS STOCK NET DE REMBOURSEMENT EN CAPITAL SELON LA TAILLE ÉCONOMIQUE ET LE NIVEAU D'ENCOURS (trois tranches d'encours croissant : 1, 2, 3)



GRAPHIQUE 4. - ENCOURS A MOYEN TERME EXPLOITATION, TIERS CRÉDITEUR ET AUTRES COURT TERME DES EXPLOITATIONS ENDETÉES A LONG OU MOYEN TERME DU RICA

